

**DES ENSEIGNANTS CHERCHEURS DE L'ECOLE D'AGRONOMIE
D'EL-HARRACH LANCENT UN APPEL AU PREMIER MINISTRE**

Sécurité alimentaire : les dangers qui guettent l'Algérie

Nous entrons dans une nouvelle ère de hausse continue des prix des produits alimentaires, où la géopolitique de la nourriture éclipse la géopolitique du pétrole, disent des experts qui rejoignent la FAO et les Nations unies, pour avertir que les menaces les plus urgentes de ce siècle sont le changement climatique, la croissance démographique, la pénurie d'eau et la hausse des prix des aliments.

Premier importateur mondial de blé dur, deuxième importateur mondial de poudre de lait après la Chine, troisième importateur mondial de blé tendre,... les risques

de sa surface au profit de l'agriculture ; ce n'est pas un hasard si elle est le premier pays agricole européen. Il est donc temps de mettre fin au mythe de l'Algérie «grenier de Rome», et de mesurer la gravité des prévisions du changement climatique qui induira des rendements agricoles plus restreints qu'ils ne le sont aujourd'hui.

Enfin, la troisième bataille de l'Algérie est celle de la prévision, de l'analyse et de l'intelligence décisionnelle, pour intégrer dans ses choix de production les grands bouleversements induits par la mondialisation. Selon un modèle informatique établi

la fin des années 2010 plus de 90% de leur revenu, ainsi que les éleveurs qui perdent plus de 80% de leurs troupeaux. La Syrie est alors face à un exode des populations rurales auquel elle n'est pas préparée : plus de 1,5 million de personnes a été contraint de se déplacer du nord-est du pays vers les villes du sud. Certains observateurs considèrent que la sécheresse des années 2000 a largement contribué au déclenchement du conflit en Syrie.

Le même scénario se reproduit en Égypte. Quelle que soit sa politique agricole, elle ne peut pas nourrir 84 millions de personnes, avec seulement 4% de terres cultivables. La productivité agricole sur ses rares terres arables, presque toutes irriguées, ayant atteint ses limites, on estime qu'il n'y a pas d'amélioration significative à attendre. Elle a connu en 2008 une très grave crise alimentaire qui s'est traduite par une pénurie de pain et une très forte hausse des prix de certains produits de base dont le riz et les huiles végétales ; celui du lait ayant doublé.

L'exemple égyptien a le mérite de nous éclairer sur l'extrême complexité d'une politique agricole et sur le poids des choix qui exigent une démarche analytique et prévisionnelle ; un secteur aussi sensible ne peut pas fonctionner à coups de solutions simplistes. En faisant le choix d'exporter des fruits, légumes et fleurs hors saison, l'Égypte ne produit pas d'«aliments» pour la population locale et elle exporte son eau très rare, sous forme «virtuelle». De même que son choix d'une politique agricole fondée sur les grands investissements privés, avec une forte orientation sur l'exportation, a eu pour conséquence la marginalisation de la petite paysannerie (environ 3,6 millions de paysans) considérée trop pauvre pour continuer à investir et à moderniser le secteur, avec un impact certain sur la sécurité alimentaire et la protection des ressources naturelles (conservation des semences locales, etc.).

Aujourd'hui, les signes d'alerte sur les risques de la dépendance alimentaire de

Par les professeurs Nadja Zermane et Aïssa Abdelguerfi

Ce n'est pas par hasard que la France a créé à Alger en 1905 l'Ecole d'agronomie de Maison-Carrée (actuellement Ecole nationale supérieure d'agronomie, ENSA, ex-INA d'El-Harrach), sur une superficie de 300 ha, en plus de ses prestigieuses écoles d'agronomie. Il lui fallait connaître l'agriculture des régions chaudes, par la recherche. Malheureusement, durant toute cette année universitaire écoulée, ce fleuron centenaire de l'Algérie s'est enlisé dans une situation de déliquescence jamais connue depuis l'indépendance. Le blocage total de son plan de développement, l'état d'abandon de ses stations de recherche, le retard inédit dans le calendrier pédagogique des classes préparatoires, l'absentéisme et le désengagement sont aggravés par des conflits qui nous opposent à notre direction à propos de questions scientifiques et réglementaires fondamentales.

En notre qualité de collectif d'enseignants chercheurs, nous sollicitons notre Premier ministre pour qu'il mette fin à la descente aux enfers de notre prestigieuse institution centenaire. Construire un système de production agricole durable et compétitif, c'est pouvoir maîtriser non seulement la grande diversité des disciplines scientifiques auxquelles il fait appel, mais également la complexité de leurs interactions. Tout ce que nous demandons, c'est d'apporter notre contribution à un modèle de formation dynamique et un système de recherche centré sur la sécurité alimentaire des Algériens. Malheureusement, cela fait une année que nous attendons que soit nommé à la tête de notre institution centenaire, unique en Algérie, une nouvelle direction capable de la sortir de son marasme. C'est ce renouvellement qui lui permettra d'assurer, au-delà de ses missions de formation d'ingénieurs agronomes et de recherche, une mission d'intelligence stratégique au service de la sécurité alimentaire de l'Algérie.

Pour l'Algérie, la première bataille à gagner est celle de l'eau qui est devenue un enjeu géopolitique majeur au point d'être considérée comme l'«or bleu», au même titre que le pétrole est qualifié d'«or noir». Sa consommation mondiale s'est multipliée par six au cours du siècle dernier, soit deux fois plus vite que le taux de croissance démographique. L'agriculture en est la première consommatrice, avec des inégalités de chances entre régions du monde qui sont énormes.

de la dépendance alimentaire de l'Algérie sont réels. La hausse de ses importations alimentaires demeure effrayante, avec un niveau record de plus de 11 milliards de dollars en 2014. A présent qu'elle ne peut plus troquer le pétrole contre le blé et qu'elle doit repenser sa stratégie alimentaire en termes de sécurité, notre Premier ministre déclare, à juste titre, qu'il faut gagner la bataille de l'agriculture en Algérie.

Mais comment l'Algérie peut-elle gagner la bataille de l'agriculture tant qu'elle ne s'est pas donné les moyens de poser les bonnes questions. Face aux bouleversements induits par la complexité de la mondialisation et du réchauffement climatique, aujourd'hui, poser les bonnes questions dans ce secteur, c'est maîtriser la biologie, la génétique, l'économie, la modélisation, la prévision... Il ne suffit pas de la bonne volonté des agriculteurs, encore moins de décisions hasardeuses prises dans les bureaux des administrations centrales ; cela repose sur la connaissance, la recherche et l'innovation. C'est bien grâce à la science que des pays aux conditions climatiques aussi difficiles que celles de l'Algérie atteignent, à titre d'exemple, une moyenne de production en lait de 13 000 l/vache/an, alors que l'Algérie ne dépasse pas la moyenne de 3 000 l/vache/an.

Pour l'Algérie, la première bataille à gagner est celle de l'eau qui est devenue un enjeu géopolitique majeur au point d'être considérée comme l'«or bleu», au même titre que le pétrole est qualifié d'«or noir». Sa consommation mondiale s'est multipliée par six au cours du siècle dernier, soit deux fois plus vite que le taux de croissance démographique.

L'agriculture en est la première consommatrice, avec des inégalités de chances entre régions du monde qui sont énormes : 32% des prélèvements en eau vont à l'agriculture en Europe contre 70% en Algérie. Sur 180 pays étudiés par la FAO, l'Algérie est classée parmi les 17 pays les plus pauvres en ressources en eau ; elle a commencé à utiliser ses ressources hydriques non renouvelables.

La seconde bataille est celle de sa Surface agricole utile (SAU) qui ne représente que 3% de la superficie totale du pays. A titre indicatif, la France utilise 53%

par des chercheurs financés par le ministère des Affaires étrangères britannique, les prix des produits agricoles sur le marché mondial se multiplieront durablement par cinq dans 20 ans, au point où des Etats risquent de disparaître. Cela, sans compter les crises alimentaires potentielles telles que celles de 2008 et 2011, prévues par des scientifiques dans des scénarios de changement climatique, qui induiront des troubles au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine.

Les impacts des changements climatiques commencent à avoir des conséquences négatives sur les productions agricoles dans le monde. On se souviendra qu'en 2010, la sécheresse et les incendies ont forcé la Russie et l'Ukraine à suspendre leurs exportations de blé, affectant 50% de la demande mondiale. En 2011, la FAO a alerté sur l'annonce de l'explosion des prix alimentaires et annoncé que l'indice des prix avait atteint 236 points en février 2011, pour un indice 100 en 2002. En tout état de cause, les réserves mondiales de céréales sont dangereusement basses. En 2012, pour la sixième fois en 11 ans, le monde a consommé plus de nourriture qu'il n'a produite, principalement en raison de conditions météorologiques extrêmes aux Etats-Unis et d'autres grands pays exportateurs d'aliments. La situation s'est renouvelée en 2013 et 2014. Nous entrons dans une nouvelle ère de hausse continue des prix alimentaires.

La suprématie de l'agriculture dans le processus de construction d'une nation durablement stable est un fait mesurable, confirmé dans un rapport publié en avril 2014 par le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU sur la situation en Syrie. Jusqu'à un passé récent, la Syrie se distinguait dans la région par son autosuffisance alimentaire, au point d'exporter du blé. Début 2011, c'est l'effondrement de son secteur agricole, elle perd les 2/3 de sa production entre 2011 et 2014, et devient importatrice.

Le pays subit alors une augmentation effrayante des prix des denrées alimentaires, avec une augmentation par trois du prix du pain ; la chute de la production provoquée par la sécheresse de 2007 affecte très fortement les agriculteurs qui perdent à

Aujourd'hui, les signes d'alerte sur les risques de la dépendance alimentaire de notre pays sont aggravés par les prévisions concernant la démographie. De 40 millions d'habitants en 2015, la population algérienne devrait passer à 51 millions en 2030. La superficie agricole par habitant a chuté de plus de 64% depuis l'indépendance, passant de 0,56 ha par habitant en 1962 à 0,20 ha par habitant en 2013.

notre pays sont aggravés par les prévisions concernant la démographie. De 40 millions d'habitants en 2015, la population algérienne devrait passer à 51 millions en 2030. La superficie agricole par habitant a chuté de plus de 64% depuis l'indépendance, passant de 0,56 ha par habitant en 1962 à 0,20 ha par habitant en 2013. La croissance démographique d'ici 2050 devrait mobiliser pas moins de 1 million d'hectares supplémentaires de terres à des fins non agricoles. En notre qualité d'enseignants chercheurs, nous sommes convaincus que c'est la recherche, l'innovation et la formation d'excellence qui pourront apporter des solutions et alimenter un processus décisionnel intelligent, car si les réformes qui se sont succédé depuis des décennies étaient performantes, nous aurions déjà inversé la courbe des importations.

L'agriculture algérienne est handicapée par son manque d'eau, son climat semi-aride et ses 3% de surface agricole utile. Pour trouver des solutions, il est temps qu'elle se tourne vers la science et qu'elle construise son propre système d'intelligence décisionnelle. Il est temps qu'elle prenne en charge l'Ecole nationale supérieure d'agronomie, en tant que patrimoine scientifique centenaire, qui doit être profondément réformée avec une feuille de route ciblée sur la sécurité alimentaire du pays.

A l'instar de ce qui est pratiqué dans d'autres grands pays, notre d'établissement doit avoir un contrat de performance avec l'Etat algérien.

N. Z. et A. A.
Pour un collectif d'enseignants de l'Ecole nationale supérieure d'agronomie d'El-Harrach, ENSA.